

TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

JAARGANG 1981 Nr. 200

A. TITEL

*Internationale Overeenkomst inzake de vereenvoudiging en harmonisatie van douaneprocedures, met Bijlagen;
Kyoto, 18 mei 1973*

B. TEKST

De tekst van Overeenkomst en Bijlagen is geplaatst in *Trb.* 1975, 92.

C. VERTALING

Zie *Trb.* 1975, 92.

D. PARLEMENT

Zie *Trb.* 1977, 116 en *Trb.* 1979, 160.

De in rubriek J hieronder afgedrukte Bijlage bij het Verdrag heeft ingevolge artikel 60, tweede lid, van de Grondwet de goedkeuring der Staten-Generaal alvorens te kunnen worden aanvaard.

E. BEKRACHTIGING

Zie *Trb.* 1975, 92, *Trb.* 1977, 116¹⁾, *Trb.* 1979, 52²⁾ en *Trb.* 1979, 160.

Behalve de in *Trb.* 1977, 116 en *Trb.* 1979, 52 genoemde Staten heeft nog de volgende Staat in overeenstemming met artikel 11, vijfde lid, juncto artikel 1, letter c, van de Overeenkomst een akte van bekrachtiging nedergelegd bij de Secretaris-Generaal van de Internationale Douaneraad:

Spanje 4 december 1979

Behalve door de in *Trb.* 1975, 92, *Trb.* 1977, 116, *Trb.* 1979, 52 en *Trb.* 1979, 160 genoemde Staten is nog in overeenstemming met artikel 11, vierde c.q. zesde lid, van de Overeenkomst een verklaring van aanvaarding van een of meer Bijlagen bij de Overeenkomst gericht aan de Secretaris-Generaal van de Internationale Douaneraad door:

Cyprus 25 juli 1979

Bijlage F.1 zonder voorbehoud.

Israël 18 september 1979

Bijlage B.1 onder voorbehouden waarvan de tekst niet in dit Tractatenblad is opgenomen en Bijlagen E.1 en E.8 onder de volgende voorbehouden en opmerkingen:

Annexe concernant le transit douanier (E.1.)

Pratique recommandée 15

Aux termes de la législation nationale, les autorités douanières fixent la forme de la garantie à présenter par le déclarant.

Annexe concernant l'exportation temporaire pour perfectionnement passif (E.8)

Pratique recommandée 7

Conformément à la législation nationale, lorsque des marchandises ont été exportées temporairement pour perfectionnement à l'étranger, il n'est accordé aucune exemption des droits et taxes à l'importation exigibles sur les produits compensateurs lors de leur importation en Israël.

Norme 16 – Note 2

Aux termes de la législation nationale, l'échange des marchandises qui ont été exportées temporairement pour perfectionnement passif contre d'autres marchandises n'est pas autorisé.

Norme 22

Pour déterminer la valeur des marchandises qui ont subi un perfectionnement ou qui ont été réparées à l'étranger, la législation nationale stipule qu'il doit être tenu compte du coût du perfectionnement ou de la réparation ainsi que de tous autres frais encourus tels que les frais d'emballage, de transport et d'assurance.

Finland 18 oktober 1979

Bijlagen B.1, C.1, en F.4 onder voorbehouden waarvan de tekst niet in dit Tractatenblad is opgenomen, Bijlage E.1 zonder voorbehoud en Bijlage E.5 onder de hieronder afgedrukte voorbehouden:

Annexe concernant l'admission temporaire avec réexportation en l'état (E.5.)

Pratique recommandée 28

Aux termes de la législation finlandaise, les marchandises en admission temporaire doivent être soit réexportées, soit placées dans un port franc ou dans un entrepôt franc.

Pratique recommandée 35

Paragraphes 5 et 6

La Finlande n'a pas adhéré aux conventions douanières mentionnées dans ces paragraphes et sa législation ne contient aucune disposition particulière sur l'admission temporaire des marchandises visées par lesdites conventions. Cependant, un grand nombre de ces marchandises sont exonérées de droits de douane en vertu d'autres dispositions.

Pratique recommandée 37

Paragraphes 1 à 3

L'admission temporaire ou la franchise définitive ne sont pas accordées dans ces cas.

Paragraphe 4

Ces articles bénéficient de l'admission temporaire à condition d'être utilisés pour honorer une commande de marchandises importées ou de servir à la fabrication de marchandises qui seront livrées à l'étranger.

Paragraphe 5

L'admission temporaire est accordée pour des marchandises servant à la fabrication de marchandises qui seront livrées à l'étranger, à condition que les outils et instruments soient fournis gratuitement par l'acheteur étranger des marchandises manufacturées.

Paragraphe 8

L'admission temporaire ou la franchise définitive ne sont pas accordées dans ces cas, mais le remboursement partiel des droits et taxes à l'importation peut être accordé dans certains cas lors de la réexportation.

Paragraphe 14

L'admission temporaire ou la franchise définitive ne sont pas accordées dans ce cas. Cependant, un grand nombre de ces marchandises sont exonérées de droits de douane en vertu d'autres dispositions. Le remboursement partiel des taxes à l'importation est accordé pour les livres importés à des fins scientifiques ou pédagogiques.

Paragraphes 17 et 18

L'admission temporaire ou la franchise définitive ne sont pas accordées dans les cas de ce genre.

Pratique recommandée 38

La législation finlandaise ne prévoit pas l'admission temporaire en suspension partielle des droits et taxes à l'importation. En revanche, une procédure de remboursement partiel à la réexportation est appliquée.

Zweden 9 november 1979

Bijlage A.3 onder een voorbehoud waarvan de tekst niet in dit Tractatenblad is opgenomen.

Frankrijk 13 november 1979

Bijlagen D.1, D.2 en E.8 onder dezelfde voorbehouden als gemaakt door de Europese Economische Gemeenschap op 1 juli 1977, Bijlage E.1 onder de hieronder afgedrukte voorbehouden en Bijlage E.6 onder dezelfde voorbehouden als gemaakt door de Europese Economische Gemeenschap op 1 juli 1977 en onder de hieronder afgedrukte voorbehouden:

Annexe concernant le transit douanier (E.1.)*Pratique recommandée 15*

Le choix du déclarant doit être agréé par les autorités douanières.

Norme 17

Les règles de la comptabilité publique française ne permettent pas à l'autorité douanière d'accepter systématiquement une garantie globale dans les cas visés par cette norme.

**Annexe concernant l'admission temporaire pour perfectionnement actif
(E.6.)**

Pratique recommandée 16

Le choix du déclarant doit être agréé par les autorités douanières.

Norme 19

Les règles de la comptabilité publique française ne permettent pas à l'autorité douanière d'accepter systématiquement une garantie globale dans les cas visés par cette norme.

Nieuw-Zeeland 4 december 1979

Bijlagen A.3 en F.5 zonder voorbehouden.

Spanje 4 december 1979

Bijlagen E.3 en E.5 onder de volgende voorbehouden:

Annexe concernant les entrepôts de douane (E.3.)

Norme 24

La réglementation nationale en vigueur n'autorise pas le transit terrestre depuis un entrepôt de douane jusqu'à un bureau de douane pour l'approvisionnement de navires, à moins qu'il n'existe pas d'entrepôt à l'endroit où est situé le bureau de douane de destination.

Pratique recommandée 27

Conformément à la législation espagnole, le produit de la vente des marchandises non retirées des entrepôts de douane, déduction faite des droits et taxes à l'importation ainsi que de tous autres frais ou redevances encourus, est acquis définitivement au Trésor public, les marchandises étant réputées être abandonnées.

**Annexe concernant l'admission temporaire avec réexportation en l'état
(E.5.)**

Norme 3

Conformément aux dispositions en vigueur en Espagne, les marchandises visées aux alinéas 6 et 8 de la pratique recommandée 37 ne bénéficient, lors de l'admission temporaire, que d'une suspension partielle des droits et taxes à l'importation.

Pratique recommandée 9

Les formules utilisées en Espagne pour l'admission temporaire sont

les mêmes que celles qui sont utilisées pour la déclaration de marchandises pour mise à la consommation, de sorte que, dans la majorité des cas, on établit en outre une autorisation d'admission temporaire qui doit être présentée au bureau de douane de sortie.

Pratique recommandée 35

Paragraphe 1

Compte tenu de la réserve formulée par l'Espagne en vertu de l'article 20 de la Convention douanière relative à l'importation temporaire des emballages (Bruxelles, 6 octobre 1960), ne sont pas admis au bénéfice de l'admission temporaire les emballages qui ont fait l'objet d'un achat, d'une location-vente ou d'un contrat de même nature, conclu par une personne physique ou morale établie ou domiciliée en Espagne, ni ceux qui sont effectivement la propriété desdites personnes.

Paragraphe 4

L'Espagne a formulé une réserve à l'article 5 de la Convention douanière relative au matériel de bien-être destiné aux gens de mer (Bruxelles, 1 décembre 1964), selon laquelle n'est pas autorisée l'admission temporaire du matériel destiné à être utilisé dans des établissements de caractère culturel ou social pour les gens de mer, qui existeraient à terre.

Pratique recommandée 36

Pour l'admission temporaire des emballages et des palettes, la douane exige une déclaration écrite et la constitution d'une garantie.

L'admission temporaire n'est autorisée sans déclaration ni garantie que pour les conteneurs suivants:

1°) ceux qui sont la propriété des compagnies de chemin de fer membres de l'UIC lorsque le transport s'effectue par voie ferrée;

2°) ceux qui appartiennent aux administrations des postes;

3°) ceux dont les propriétaires ou les exploitants sont représentés officiellement en Espagne et assument les obligations que fixe la Direction générale des douanes en ce qui concerne les renseignements à fournir sur les opérations, le paiement des droits et taxes et les sanctions.

Les remorques et semi-remorques non immatriculées doivent être couvertes par des documents douaniers d'admission temporaire à moins que, dans les documents d'immatriculation du tracteur, il n'en soit fait dûment mention.

Pratique recommandée 37

L'admission temporaire des marchandises visées aux alinéas 2 et 9 n'est pas prévue dans la législation espagnole; en effet, il faudrait pour cela une autorisation préalable compte tenu des circonstances propres à chaque cas d'espèce et d'autre part, la suspension des droits et taxes à l'importation peut n'être que partielle.

La législation espagnole n'autorise pas l'admission temporaire des marchandises visées aux alinéas 11 et 19.

Australië 22 januari 1980

Bijlage F.5 zonder voorbehoud.

Polen 11 februari 1980

Bijlage E.5 zonder voorbehoud.

Frankrijk 26 februari 1980

Bijlagen A.1, A.2 en F.1 onder dezelfde voorbehouden als gemaakt door de Europese Economische Gemeenschap op 20 juni 1978.

Israël 11 april 1980

Bijlagen A.2 en F.3 onder voorbehouden en opmerkingen waarvan de tekst niet in dit Tractatenblad is opgenomen, Bijlage F.5 zonder voorbehoud en voorts Bijlagen A.1 en F.1 onder de volgende voorbehouden:

Annexe concernant les formalités douanières antérieures au dépôt de la déclaration de marchandises (A.1.)

Norme 5

Israël accepte cette norme, sous réserve de réciprocité entre les pays en cause.

Pratique recommandée 10

Aux termes de la législation nationale, il faut déposer auprès des autorités douanières au lieu où les marchandises sont introduites dans le pays une déclaration officielle conformément aux prescriptions en vigueur, cette formalité étant indispensable aux fins du contrôle douanier.

Annexe concernant les zones franches (F.1.)

Norme 3

Les prescriptions relatives à la construction et à l'aménagement des

zones franches sont imposées en Israël par les autorités portuaires et non pas par l'administration des douanes.

Norme 9

Israël accepte les dispositions de cette norme, sous réserve de réciprocité entre les pays en cause.

Norme 12

Aux termes de la législation nationale, il faut déposer auprès des autorités douanières une déclaration de marchandises en bonne et due forme pour les marchandises introduites dans la zone franche, directement de l'étranger.

Norme 14

Aux termes de la législation nationale, le propriétaire des marchandises est tenu de fournir à la douane une garantie suffisante pour couvrir les droits et taxes à l'importation exigibles et assurer le respect des prescriptions officielles imposées par la douane dans la zone franche.

Norme 22

Aux termes de la législation nationale, il faut déposer auprès des autorités douanières une déclaration de marchandises à l'exportation en bonne et due forme pour les marchandises retirées de la zone franche et expédiées directement à l'étranger.

de Europese Economische Gemeenschap. . . 21 april 1980

Bijlage B.3 onder de volgende voorbehouden:

Annexe concernant la réimportation en l'état (B.3.)

Norme 2

La réglementation communautaire précise bien les conditions et les formalités de douane qui doivent être remplies pour bénéficier de la réimportation en l'état.

En principe, cette réglementation s'applique à toutes les marchandises.

Toutefois, sont exclus du bénéfice de la réimportation en l'état les produits agricoles qui ont fait l'objet d'une restitution à l'exportation, à moins qu'ils ne se trouvent dans l'une des situations énumérées à l'article 2 paragraphe 2 du règlement CEE no 754/76, qui est ainsi libellé:

«2. Par dérogation aux dispositions du paragraphe 1 sous b), sont

considérées comme marchandises en retour, sous réserve qu'il soit établi que les sommes allouées ont été remboursées ou que toutes les mesures ont été prises par les services intéressés pour qu'elles ne soient pas payées, les marchandises visées par lesdites dispositions qui:

a) n'ont pu être mises à la consommation dans le pays de destination pour des motifs tenant à la réglementation applicable dans ce pays;

b) sont renvoyées par le destinataire parce que défectueuses ou non conformes aux stipulations du contrat;

c) sont réimportées dans le territoire douanier de la Communauté du fait que d'autres circonstances, sur lesquelles l'exportateur n'a pas exercé une influence, se sont opposées à l'utilisation prévue.

La preuve que les marchandises se trouvent dans l'une des situations visées sous a), b) ou c) doit être apportée aux autorités compétentes visées à l'article 10.»

Pratique recommandée 8

Conformément à la réglementation communautaire applicable en matière de politique commerciale, des prohibitions ou restrictions de caractère économique peuvent, dans certaines circonstances exceptionnelles, être appliquées, lors de leur réimportation dans la Communauté, aux marchandises originaires de pays tiers qui ont été exportées de celle-ci après y avoir été mises en libre circulation.

Pratique recommandée 11

D'une manière générale, le délai fixé par la réglementation communautaire en la matière est de trois ans. Toutefois, cette réglementation fixe, pour les produits agricoles qui, à l'occasion de leur exportation hors de la Communauté, ont donné lieu à l'octroi de restitutions ou d'autres montants institués à l'exportation dans le cadre de la politique agricole commune, ainsi que pour certains produits qui ont donné lieu à la perception d'un droit à l'exportation, un délai de six mois.

Pratique recommandée 12

La réglementation communautaire correspond aux principes figurant dans cette pratique recommandée.

Toutefois, conformément aux dispositions de l'article 5 paragraphe 2 du règlement CEE no 754/76, le remboursement des droits qui, dans certaines circonstances exceptionnelles, sont perçus lors de l'exportation de certains produits agricoles ne peut intervenir que si les marchandises se trouvent dans l'une des situations indiquées à propos de la norme 2.

Pratique recommandée 24

Les règles en vigueur dans le domaine de la politique agricole commune ne permettent pas de suspendre, dans les cas exceptionnels où il en existe, l'application des droits à l'exportation de certains produits agricoles, même si ceux-ci sont exportés avec réserve de retour.

Bien entendu, les dispositions communautaires relatives au remboursement des droits perçus à l'exportation sont d'application lors de la réimportation en l'état de ces produits.

Denemarken 27 mei 1980

Bijlage B.3 onder dezelfde voorbehouden als gemaakt door de Europese Economische Gemeenschap op 21 april 1980.

Japan 10 juni 1980

Bijlagen A.1, D.1 en E.6 onder de volgende voorbehouden:

Annexe concernant les formalités douanières antérieures au dépôt de la déclaration de marchandises (A.1.)

Norme 9

Conformément à la législation japonaise, les scellements douaniers ne peuvent être apposés que par les agents de l'Administration japonaise des douanes.

Norme 11

Indépendamment des renseignements dont il est fait état dans la note, la législation japonaise exige que soient indiqués le lieu d'expédition, la destination, le destinataire des marchandises, le numéro du connaissement ainsi que la nationalité du navire, de l'aéronef, etc.

Annexe concernant les règles d'origine (D.1.)

Normes 3 et 6

Conformément à la législation japonaise, aux fins du système généralisé de préférences, les marchandises qui ont été produites dans deux ou plusieurs pays de telle ou telle région sont à considérer comme des marchandises entièrement produites dans le pays qui a procédé à la dernière ouvrison.

Normes 7 et 8

La législation japonaise ne prévoit aucune disposition à cet égard.

Pratique recommandée 10

Conformément à la législation japonaise qui prévoit l'application de la méthode du pourcentage, il est tenu compte non seulement de l'emballage dans lequel les marchandises sont vendues au détail, mais également de tous les emballages dans lesquels les marchandises sont exportées.

Annexe concernant l'admission temporaire pour perfectionnement actif (E.6.)*Pratique recommandée 10*

Conformément à la législation japonaise, l'admission temporaire pour perfectionnement actif est accordée pour chaque déclaration à l'importation ou chaque entrée des marchandises dans une usine exercée.

Norme 19

Conformément à la législation japonaise, le Directeur de chaque bureau des douanes exige une garantie lors de la demande d'admission temporaire.

Pratique recommandée 35

Le fait de placer les produits compensateurs dans un entrepôt de douane n'est pas conforme aux prescriptions de la législation japonaise relatives à l'apurement de l'admission temporaire pour perfectionnement actif. A cette fin, les produits compensateurs doivent être effectivement exportés dans un certain délai.

Pratique recommandée 36

Le fait de placer les produits compensateurs sous le régime du transit douanier n'est pas conforme aux prescriptions de la législation japonaise relatives à l'apurement de l'admission temporaire pour perfectionnement actif. A cette fin, les produits compensateurs doivent être effectivement exportés dans un certain délai.

Pratique recommandée 39

Conformément à la législation japonaise, cette pratique recommandée ne peut s'appliquer que lorsque le Directeur général des douanes accorde une autorisation spéciale avant que les marchandises soient placées dans une usine exercée aux fins d'ouvroison ou de transformation.

Pratique recommandée 43

Conformément à la législation japonaise, la compensation à

l'équivalent est autorisée seulement lorsque les produits compensateurs sont fabriqués dans l'usine que le Directeur général des douanes a agréée pour effectuer une telle opération.

Italië 7 juli 1980

Bijlage E.1 zonder voorbehoud en Bijlagen A.1, A.2, D.1, D.2, E.6, E.8 en F.1 onder dezelfde voorbehouden als gemaakt door de Europese Economische Gemeenschap op 1 juli 1977 en 20 juni 1978.

Zweden 16 juli 1980

Bijlage G.1 onder voorbehouden waarvan de tekst niet in dit Tractatenblad is opgenomen.

de Bondsrepubliek Duitsland 5 augustus 1980

Bijlage B.3 onder dezelfde voorbehouden als gemaakt door de Europese Economische Gemeenschap op 21 april 1980.

Frankrijk 6 oktober 1980

Bijlage B.3 onder dezelfde voorbehouden als gemaakt door de Europese Economische Gemeenschap op 21 april 1980.

Israël 29 oktober 1980

Bijlagen C.1, E.2 en F.4 onder voorbehouden waarvan de tekst niet in dit Tractatenblad is opgenomen.

Canada 13 november 1980

Bijlagen A.3 en F.4 onder voorbehouden waarvan de tekst niet in dit Tractatenblad is opgenomen en Bijlage B.3 onder het volgende voorbehoud:

Annexe concernant la réimportation en l'état (B.3.)

Pratique recommandée 16

Au Canada, une formule spéciale doit être remplie aux fins de contrôler le nombre de palettes et de certains autres emballages réimportés en l'état.

Pakistan 9 januari 1981

Bijlage A.1 zonder voorbehoud.

Italië 20 januari 1981

Bijlage B.3 onder dezelfde voorbehouden als gemaakt door de Europese Economische Gemeenschap op 21 april 1980

Oostenrijk 16 februari 1981

Bijlagen B.2, C.1, F.4, G.1 en H.1 onder voorbehouden en opmerkingen waarvan de tekst niet in dit Tractatenblad is opgenomen en Bijlage B.3 onder het volgende voorbehoud:

Annexe concernant la réimportation en l'état (B.3.)

Pratique recommandée 4

L'exonération des droits et taxes à l'importation n'est accordée que si les marchandises sont importées par la même personne que celle qui les a exportées.

Nieuw-Zeeland 13 april 1981

Bijlage G.2 onder een voorbehoud waarvan de tekst niet in dit Tractatenblad is opgenomen en Bijlage B.3 onder het volgende voorbehoud:

Annexe concernant la réimportation en l'état (B.3.)

Pratique recommandée 16

La législation néo-zélandaise stipule que toutes les marchandises déchargées dans un port doivent faire l'objet d'une déclaration de marchandises.

Ierland 22 april 1981

Bijlagen A.1, A.2, D.1, D.2, E.6, E.8 en F.1 onder dezelfde voorbehouden als gemaakt door de Europese Economische Gemeenschap op 1 juli 1977 en 20 juni 1978 en Bijlage E.1 zonder voorbehoud.

Rwanda 22 april 1981

Bijlagen A.1, E.1, E.2, E.3 en F.6 zonder voorbehouden en Bijlagen C.1, F.3 en F.4 onder voorbehouden waarvan de tekst niet in dit Tractatenblad is opgenomen en Bijlage E.5 onder het volgende voorbehoud:

Annexe concernant l'admission temporaire avec réexportation en l'état (E.5.)

Pratique recommandée 13

Le montant de la garantie à constituer lors de la mise des marchandises en admission temporaire est égal au montant des droits et taxes exigibles

en cas d'importation définitive, augmenté d'un forfait représentant 25% de ces mêmes droits et taxes destiné à couvrir des amendes éventuelles.

België 4 mei 1981

Bijlagen A.1, A.2 en F.1 onder dezelfde voorbehouden als gemaakt door de Europese Economische Gemeenschap op 20 juni 1978.

Zuid-Afrika 19 mei 1981

Bijlage A.1 onder de volgende voorbehouden:

Annexe concernant les formalités douanières antérieures au dépôt de la déclaration de marchandises (A.1)

Norme 21

Notes (b), (c) et (d)

L'Administration sud-africaine des douanes n'est pas prête à autoriser dans tous les cas que les parties résiduelles des marchandises endommagées soient réexportées ou traitées de manière à leur ôter toute valeur commerciale et la législation douanière sud-africaine ne prévoit pas non plus que les marchandises puissent être abandonnées avant le dépôt de la déclaration de marchandises.

het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland 30 april 1981

Bijlagen A.1 en A.2 onder dezelfde voorbehouden als gemaakt door de Europese Economische Gemeenschap op 20 juni 1978.

Luxemburg 9 juli 1981

Bijlagen A.1, A.2 en F.1 onder dezelfde voorbehouden als gemaakt door de Europese Economische Gemeenschap op 20 juni 1978.

¹⁾ De Regering van Nieuw-Zeeland heeft op 4 december 1979 medegedeeld, dat zij het voorbehoud gemaakt met betrekking tot Aanbeveling 14 van Bijlage E.4 per 11 oktober 1979 intrekt.

²⁾ De Regering van Nieuw-Zeeland heeft op 4 december 1979 medegedeeld, dat zij het voorbehoud gemaakt met betrekking tot Aanbeveling 35 van Bijlage E.6 per 11 oktober 1979 intrekt.

F. TOETREDING

Zie *Trb.* 1975, 92, *Trb.* 1977, 116 en *Trb.* 1979, 52.

Behalve de aldaar genoemde Staten hebben nog de volgende Staten in overeenstemming met artikel 11, vijfde lid, van de Overeenkomst een

akte van toetreding nedergelegd bij de Secretaris-Generaal van de Internationale Douaneraad:

Polen	11 februari 1980
Pakistan	9 januari 1981
Rwanda	22 april 1981
Zuid-Afrika	19 mei 1981

G. INWERKINGTREDING

Zie *Trb.* 1975, 92, *Trb.* 1977, 116, *Trb.* 1979, 52 en 160.

Ingevolge artikel 12, tweede lid, zijn de bepalingen van de Overeenkomst voorts in werking getreden voor:

Spanje	4 maart 1980
Polen	11 mei 1980
Pakistan	9 april 1981
Rwanda	22 juli 1981
Zuid-Afrika	19 augustus 1981

In overeenstemming met artikel 12, vierde lid, van de Overeenkomst is Bijlage A.1 in werking getreden, respectievelijk zal in werking treden voor:

Frankrijk	26 mei 1980
Israël	11 juli 1980
Japan	10 september 1980
Italië	7 oktober 1980
Pakistan	9 april 1981
Ierland	22 juli 1981
Rwanda	22 juli 1981
België	4 augustus 1981
Zuid-Afrika	19 augustus 1981
Luxemburg	9 oktober 1981

In overeenstemming met artikel 12, vierde lid, van de Overeenkomst is Bijlage A.2 in werking getreden, respectievelijk zal in werking treden voor:

Frankrijk	26 mei 1980
Israël	11 juli 1980
Italië	7 oktober 1980
Ierland	22 juli 1981
België	4 augustus 1981
Luxemburg	9 oktober 1981

In overeenstemming met artikel 12, vierde lid, van de Overeenkomst is Bijlage B.1 in werking getreden voor:

Israël	18 december 1979
Finland	18 januari 1980

In overeenstemming met artikel 12, derde en vierde lid, van de Overeenkomst is Bijlage B.3 in werking getreden voor:

de Bondsrepubliek Duitsland	13 februari 1981
Canada	13 februari 1981
Denemarken	13 februari 1981
de Europese Economische Gemeenschap	13 februari 1981
Frankrijk	13 februari 1981
Italië	20 april 1981
Oostenrijk	16 mei 1981
Nieuw-Zeeland	13 juli 1981

In overeenstemming met artikel 12, derde en vierde lid, van de Overeenkomst is Bijlage C.1 in werking getreden voor:

Canada	29 januari 1981
Finland	29 januari 1981
Israël	29 januari 1981
Nieuw-Zeeland	29 januari 1981
Zweden	29 januari 1981
Oostenrijk	16 mei 1981
Rwanda	22 juli 1981

In overeenstemming met artikel 12, vierde lid, van de Overeenkomst is Bijlage D.1 in werking getreden voor:

Frankrijk	13 februari 1980
Japan	10 september 1980
Italië	7 oktober 1980
Ierland	22 juli 1981

In overeenstemming met artikel 12, vierde lid, van de Overeenkomst is Bijlage D.2 in werking getreden voor:

Frankrijk	13 februari 1980
Italië	7 oktober 1980
Ierland	22 juli 1981

In overeenstemming met artikel 12, vierde lid, van de Overeenkomst is Bijlage E.1 in werking getreden voor:

Israël	18 december 1979
Finland	18 januari 1980
Frankrijk	13 februari 1980
Italië	7 oktober 1980
Ierland	22 juli 1981
Rwanda	22 juli 1981

In overeenstemming met artikel 12, vierde lid, van de Overeenkomst is Bijlage E.3 in werking getreden voor:

Spanje	4 maart 1980
Rwanda	22 juli 1981

In overeenstemming met artikel 12, vierde lid, van de Overeenkomst is Bijlage E.5 in werking getreden voor:

Finland	18 januari 1980
Spanje	4 maart 1980
Polen	11 mei 1980
Rwanda	22 juli 1981

In overeenstemming met artikel 12, vierde lid, van de Overeenkomst is Bijlage E.6 in werking getreden voor:

Frankrijk	13 februari 1980
Japan	10 september 1980
Italië	7 oktober 1980
Ierland	22 juli 1981

In overeenstemming met artikel 12, vierde lid, van de Overeenkomst is Bijlage E.8 in werking getreden voor:

Israël	18 december 1979
Frankrijk	13 februari 1980
Italië	7 oktober 1980
Ierland	22 juli 1980

In overeenstemming met artikel 12, vierde lid, van de Overeenkomst is Bijlage F.1 in werking getreden, respectievelijk zal in werking treden voor:

Cyprus	25 oktober 1979
Frankrijk	26 mei 1980
Israël	11 juli 1980

Italië	7 oktober 1980
Ierland	22 juli 1981
België	4 augustus 1981
Luxemburg	9 oktober 1981

In overeenstemming met artikel 12, derde en vierde lid, van de Overeenkomst is Bijlage F.4 in werking getreden voor:

Canada	13 februari 1981
Finland	13 februari 1981
Israël	13 februari 1981
Kameroen	13 februari 1981
Zweden	13 februari 1981
Oostenrijk	16 mei 1981
Rwanda	22 juli 1981

In overeenstemming met artikel 12, derde en vierde lid, van de Overeenkomst is Bijlage F.5 in werking getreden voor:

Algerije	22 april 1980
Australië	22 april 1980
Canada	22 april 1980
Nieuw-Zeeland	22 april 1980
Zwitserland	22 april 1980
Israël	11 juli 1980

In overeenstemming met artikel 12, vierde lid, van de Overeenkomst is Bijlage F.6 in werking getreden voor:

Rwanda	22 juli 1981
------------------	--------------

H. TOEPASSELIJKVERKLARING

Zie *Trb.* 1975, 92, *Trb.* 1977, 116 en *Trb.* 1979, 160.

Het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland heeft op 30 april 1981 de toepassing van de Bijlagen A.1, A.2, D.1, D.2, E.1, E.6 en E.8 uitgebreid tot de Kanaal-eilanden en het eiland Man, onder dezelfde voorbehouden als gemaakt door de Europese Economische Gemeenschap op 1 juli 1977 en 20 juni 1978. De uitbreiding is op 30 juli 1981 van kracht geworden.

J. GEGEVENS

Zie *Trb.* 1975, 92, *Trb.* 1977, 116, *Trb.* 1979, 52 en *Trb.* 1979, 160.

Voor het Verdrag houdende instelling van een Internationale Douaneraad, met Bijlage, zie ook *Trb.* 1979, 66.

Voor het op 26 juni 1945 te San Francisco tot stand gekomen Handvest der Verenigde Naties zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1981, 174.

De Engelse en de Franse tekst van de op 14 juni 1978 aangenomen Bijlage B.3 luiden als volgt¹⁾:

ANNEXE B.3.**Annexe concernant la réimportation en l'état****Introduction**

Il arrive souvent que des marchandises soient réimportées dans le pays d'où elles ont été exportées dans l'état où elles ont quitté ce pays. Dans de nombreux cas, cette réimportation était prévisible au moment de l'exportation des marchandises qui a pu alors être éventuellement effectuée avec réserve de retour. Dans un certain nombre de cas cependant, la réimportation est motivée par des circonstances qui surviennent après l'exportation des marchandises.

La législation nationale de la plupart des Etats contient des dispositions qui permettent d'accorder aux marchandises ainsi réimportées une franchise des droits et taxes à l'importation ainsi que le remboursement des droits et taxes à l'exportation éventuellement perçus lors de l'exportation. Le régime douanier qui prévoit cette franchise et ce remboursement est celui de la réimportation en l'état. Le bénéfice de ce régime est subordonné à la condition que la reconnaissance de l'identité des marchandises puisse être assurée. Les sommes exigibles en raison d'un remboursement, d'une remise ou d'une suspension des droits et taxes ou de toute subvention ou autre montant accordé au moment de l'exportation, doivent être acquittées.

La présente annexe ne s'applique pas à la réimportation des effets personnels des voyageurs et des moyens de transport à usage privé.

Définitions

Pour l'application de la présente annexe, on entend:

(a) par «réimportation en l'état»: le régime douanier qui permet de mettre à la consommation en franchise des droits et taxes à l'importation, des marchandises qui ont été exportées alors qu'elles se trouvaient en libre circulation ou constituaient des produits compensateurs, à condition qu'elles n'aient subi à l'étranger aucune transformation, ouvraison ou réparation. Les sommes exigibles en raison d'un remboursement, d'une remise ou d'une suspension des droits et taxes ou de toute subvention ou autre montant accordé au moment de l'exportation, doivent être acquittées;

(b) par «mise à la consommation»: le régime douanier qui permet aux marchandises importées de demeurer à titre définitif dans le territoire

1) De vertaling in het Nederlands van Bijlage B.3 is afgedrukt in *Pb EG L100* van 17 april 1980, blz. 28 e.v.

ANNEX B.3.**Annex concerning reimportation in the same state****Introduction**

Goods are often reimported into the country whence they were exported in the same state as they were before exportation. In many cases, this reimportation was foreseeable at the time of exportation, in which case the goods may have been exported with notification of intended return. However, in certain cases, goods are reimported owing to circumstances which arise after their exportation.

The national legislation of most States includes provisions enabling such reimported goods to enter free of import duties and taxes and provides for the repayment of any export duties and taxes paid on exportation. The Customs procedure which provides for such duty-free importation and repayment is that of reimportation in the same state. This procedure is granted subject to the condition that the identity of the goods can be established. Any sums chargeable as a result of repayment or remission of or conditional relief from duties and taxes or of any subsidies or other amounts granted at exportation, must be paid.

This Annex does not apply to the reimportation of travellers' personal effects or of means of transport for private use.

Definitions

For the purposes of this Annex:

(a) the term "reimportation in the same state" means the Customs procedure under which goods which were exported and were in free circulation or were compensating products may be taken into home use free of import duties and taxes, provided that they have not undergone any manufacturing, processing or repairs abroad. Any sums chargeable as a result of repayment or remission of or conditional relief from duties and taxes or of any subsidies or other amounts granted at exportation, must be paid;

(b) the term "clearance for home use" means the Customs procedure which provides that imported goods may remain permanently in the

douanier. Ce régime implique l'acquittement des droits et taxes à l'importation éventuellement exigibles et l'accomplissement de toutes les formalités de douane nécessaires;

(c) par «droits et taxes à l'importation»: les droits de douane et tous autres droits, taxes et redevances ou impositions diverses qui sont perçus à l'importation ou à l'occasion de l'importation des marchandises, à l'exception des redevances et impositions dont le montant est limité au coût approximatif des services rendus;

(d) par «droits et taxes à l'exportation»: les droits de douane et tous autres droits, taxes et redevances ou impositions diverses qui sont perçus à l'exportation ou à l'occasion de l'exportation des marchandises, à l'exception des redevances et impositions dont le montant est limité au coût approximatif des services rendus;

(e) par «marchandises exportées avec réserve de retour»: les marchandises qui sont désignées par le déclarant comme devant être réimportées et à l'égard desquelles des mesures d'identification peuvent être prises par la douane, en vue de faciliter leur réimportation en l'état;

Note

Les marchandises exportées avec réserve de retour peuvent être considérées comme étant placées sous un régime douanier qui est connu sous les termes d' «exportation temporaire»;

(f) par «marchandises en libre circulation»: les marchandises dont il peut être disposé sans restrictions du point de vue de la douane;

(g) par «produits compensateurs»: les produits obtenus au cours ou à la suite de la transformation, de l'ouvrage ou de la réparation des marchandises reçues en admission temporaire pour perfectionnement actif;

(h) par «déclaration de marchandises»: l'acte fait dans la forme prescrite par la douane par lequel les intéressés indiquent le régime douanier à assigner aux marchandises et communiquent les éléments dont la douane exige la déclaration pour l'application de ce régime;

(ij) par «personne»: aussi bien une personne physique qu'une personne morale, à moins que le contexte n'en dispose autrement.

Principes

1. Norme

La réimportation en l'état est régie par les dispositions de la présente annexe.

Customs territory. This procedure implies the payment of any import duties and taxes chargeable and the accomplishment of all the necessary Customs formalities;

(c) the term "import duties and taxes" means the Customs duties and all other duties, taxes, fees or other charges which are collected on or in connexion with the importation of goods, but not including fees and charges which are limited in amount to the approximate cost of services rendered;

(d) the term "export duties and taxes" means Customs duties and all other duties, taxes, fees or other charges which are collected on or in connexion with the exportation of goods, but not including fees and charges which are limited in amount to the approximate cost of services rendered;

(e) the term "goods exported with notification of intended return" means goods specified by the declarant as intended for reimportation, in respect of which identification measures may be taken by the Customs to facilitate reimportation in the same state;

Note

Goods exported with notification of intended return may be regarded as placed under a Customs procedure described as "temporary exportation";

(f) the term "goods in free circulation" means goods which may be disposed of without Customs restriction;

(g) the term "compensating products" means the products obtained during or as a result of the manufacturing, processing or repair of the goods temporarily admitted for inward processing;

(h) the term "Goods declaration" means a statement made in the form prescribed by the Customs, by which the persons interested indicate the Customs procedure to be applied to the goods and furnish the particulars which the Customs require to be declared for the application of that procedure;

(ij) the term "person" means both natural and legal persons, unless the context otherwise requires.

Principles

1. *Standard*

Reimportation in the same state shall be governed by the provisions of this Annex.

2. *Norme*

La législation nationale précise les conditions ainsi que les formalités de douane qui doivent être remplies pour bénéficier de la réimportation en l'état.

Note

La réimportation en l'état est subordonnée à la condition qu'il soit établi à la satisfaction des autorités douanières, que les marchandises réimportées sont celles-là mêmes qui ont été exportées.

Dispositions générales

3. *Norme*

La réimportation en l'état est accordée même si une partie seulement des marchandises exportées est réimportée.

4. *Pratique recommandée*

Lorsque les circonstances le justifient, la réimportation en l'état devrait être accordée même si les marchandises réimportées par une personne autre que celle qui les avait exportées.

5. *Norme*

La réimportation en l'état n'est pas refusée pour la raison que les marchandises ont été utilisées, endommagées ou détériorées pendant leur séjour à l'étranger.

6. *Norme*

La réimportation en l'état n'est pas refusée pour la raison que les marchandises ont subi pendant leur séjour à l'étranger, des opérations nécessaires à leur maintien en bon état de conservation ou à leur entretien, à condition toutefois que leur valeur ne soit pas devenue, du fait de ces opérations, supérieure à celle qu'elles avaient au moment de leur exportation.

7. *Norme*

La réimportation en l'état n'est pas réservée à des marchandises qui sont importées directement de l'étranger, mais elle est également accordée à des marchandises qui se trouvent sous un autre régime douanier.

8. *Pratique recommandée*

Les prohibitions et restrictions de caractère économique prévues à

2. *Standard*

National legislation shall specify the conditions to be fulfilled and the Customs formalities to be accomplished for reimportation in the same state.

Note

Reimportation in the same state is subject to identification of the goods as the exported goods to the satisfaction of the Customs authorities.

General provisions

3. *Standard*

Reimportation in the same state shall be allowed even if only a part of the exported goods is reimported.

4. *Recommended Practice*

When circumstances so justify, reimportation in the same state should be allowed even if the goods are reimported by a person other than the person who exported them.

5. *Standard*

Reimportation in the same state shall not be refused on the grounds that the goods have been used or damaged, or have deteriorated during their stay abroad.

6. *Standard*

Reimportation in the same state shall not be refused on the grounds that, during their stay abroad, the goods have undergone operations necessary for their preservation or maintenance provided, however, that their value at the time of exportation has not been enhanced by such operations.

7. *Standard*

Reimportation in the same state shall not be limited to goods imported directly from abroad but shall also be authorized for goods which are under another Customs procedure.

8. *Recommended Practice*

Economic prohibitions and restrictions on importation should not be

l'importation ne devraient pas être appliquées aux marchandises réimportées en l'état qui étaient en libre circulation lorsque elles ont été exportées.

9. *Pratique recommandée*

La réimportation en l'état ne devrait pas être refusée pour la raison que les marchandises ont une provenance déterminée.

10. *Norme*

La réimportation en l'état n'est pas refusée pour la raison que les marchandises ont été exportées sans réserve de retour.

Délai pour la réimportation en l'état

11. *Pratique recommandée*

Lorsque la législation nationale fixe des délais au-delà desquels la réimportation en l'état n'est plus susceptible d'être accordée, ces délais devraient être suffisants pour tenir compte des circonstances particulières aux différents cas dans lesquels la réimportation en l'état peut être obtenue tout en n'étant pas inférieurs à un an.

Remboursement des droits et taxes à l'exportation

12. *Pratique recommandée*

Le remboursement des droits et taxes à l'exportation éventuellement perçus devrait intervenir aussi rapidement que possible après que les marchandises ont bénéficié de la réimportation en l'état.

Bureaux de douane compétents

13. *Norme*

Les bureaux de douane dans lesquels les marchandises peuvent être déclarées pour la mise à la consommation sont également compétents pour accorder la réimportation en l'état.

14. *Norme*

Les marchandises réimportées en l'état doivent pouvoir être déclarées dans un bureau de douane différent de celui d'exportation des marchandises.

applied to goods reimported in the same state which were in free circulation when exported.

9. *Recommended Practice*

Reimportation in the same state should not be refused on the grounds of the country whence the goods were consigned.

10. *Standard*

Reimportation in the same state shall not be refused on the grounds that the goods were exported without notification of intended return.

Time limit for reimportation in the same state

11. *Recommended Practice*

Where time limits are fixed in national legislation beyond which reimportation in the same state will not be granted, such limits should be of sufficient duration to take account of the differing circumstances pertaining to each type of case in which reimportation in the same state may be granted and should not be less than one year.

Repayment of export duties and taxes

12. *Recommended Practice*

Any export duties and taxes paid should be repaid as soon as possible after the goods have been reimported in the same state.

Competent Customs offices

13. *Standard*

Customs offices at which goods may be declared for home use shall also be competent to grant reimportation in the same state.

14. *Standard*

Provision shall be made to permit goods reimported in the same state to be declared at a Customs office other than that through which they were exported.

Déclaration de marchandises

15. *Pratique recommandée*

Les formules de déclaration de marchandises qui sont à utiliser pour la réimportation en l'état devraient être harmonisées avec celles qui sont utilisées pour la mise à la consommation.

Notes

1. Dans certains pays, la déclaration d'exportation avec réserve de retour peut également être utilisée pour la réimportation en l'état.

2. Lorsque les marchandises ont été exportées sous le couvert d'un carnet ATA visé par la Convention douanière sur le carnet ATA pour l'admission temporaire de marchandises, conclue à Bruxelles, le 6 décembre 1961, la réimportation en l'état est effectuée sous le couvert de ce carnet.

16. *Pratique recommandée*

Aucune déclaration de marchandises écrite ne devrait être exigée pour la réimportation en l'état des emballages, des conteneurs, des palettes et des véhicules routiers commerciaux qui sont en cours d'utilisation pour le transport international de marchandises, sous réserve qu'il soit établi à la satisfaction des autorités douanières, qu'ils se trouvaient en libre circulation lors de l'exportation.

Documents à présenter à l'appui de la déclaration de réimportation en l'état

17. *Norme*

A l'appui de la déclaration de réimportation en l'état, les autorités douanières n'exigent que la production des pièces justificatives jugées nécessaires pour s'assurer que les conditions fixées pour l'application du régime sont remplies.

Note

Les autorités douanières peuvent exiger la production de la déclaration d'exportation, des autres documents d'exportation, des factures, contrats, etc., relatifs aux marchandises exportées ainsi que la correspondance échangée au sujet du retour des marchandises.

18. *Pratique recommandée*

Lorsque les marchandises à réimporter en l'état ont été exportées avec réserve de retour, les autorités douanières ne devraient normalement pas exiger à l'appui de la déclaration de réimportation, d'autre document que la déclaration d'exportation ou le document d'identification qu'a été établi lors de l'exportation.

Goods declaration

15. *Recommended Practice*

Goods declaration forms used for reimportation in the same state should be harmonized with those used for clearance for home use.

Notes

1. In some countries the Goods declaration for exportation with notification of intended return may also be used for reimportation in the same state.

2. Where goods have been exported under cover of an ATA carnet in accordance with the Customs Convention on the ATA carnet for the temporary admission of goods, done at Brussels on 6 December 1961, reimportation in the same state takes place under cover of that carnet.

16. *Recommended Practice*

No written Goods declaration should be required for the reimportation in the same state of packings, containers, pallets and commercial road vehicles which are in use for the international transport of goods, subject to the satisfaction of the Customs authorities that they were in free circulation at the time of exportation.

Documentation to be presented in support of the declaration for reimportation in the same state

17. *Standard*

In support of the declaration for reimportation in the same state the Customs authorities shall require the production of only such documents as are considered necessary to ensure that the conditions laid down for the application of the procedure are fulfilled.

Note

The Customs authorities may require production of the export declaration, other export documents, invoices, contracts, etc. relating to the exported goods, and correspondence exchanged in respect of the return of the goods.

18. *Recommended Practice*

Where goods to be reimported in the same state were exported with notification of intended return, the Customs authorities should normally not require in support of the declaration of reimportation in the same state any document other than the Goods declaration or the identification document issued at exportation.

Notes

1. Dans certains pays, la déclaration d'exportation avec réserve de retour est le seul document exigé pour la réimportation en l'état.

2. La reconnaissance de l'identité des marchandises peut être effectuée par les autorités douanières sur la base des mesures d'identification prises à l'exportation.

Marchandises exportées avec réserve de retour*(a) Marchandises à exporter avec réserve de retour**19. Pratique recommandée*

Les autorités douanières devraient, à la demande du déclarant, autoriser que les marchandises soient exportées avec réserve de retour et prendre les mesures nécessaires en vue de faciliter leur réimportation en l'état.

*(b) Bureaux de douane compétents pour l'exportation avec réserve de retour**20. Norme*

Les bureaux de douane par lesquels les marchandises peuvent être exportées à titre définitif sont également compétents pour autoriser l'exportation avec réserve de retour.

*(c) Déclaration de marchandises pour l'exportation avec réserve de retour**21. Pratique recommandée*

Les formules de déclaration de marchandises qui sont à utiliser pour exporter des marchandises avec réserve de retour devraient être harmonisées avec celles qui sont utilisées pour l'exportation à titre définitif.

Note

L'exportation avec réserve de retour peut également être effectuée sous le couvert d'un carnet ATA, en lieu et place d'un document douanier national.

(d) Documents à présenter à l'appui de la déclaration d'exportation avec réserve de retour

Notes

1. In certain countries the declaration for exportation with notification of intended return is the only document required for reimportation in the same state.

2. The identity of the goods may be established by the Customs authorities on the basis of the identification measures taken on exportation.

Goods exported with notification of intended return

(a) Goods to be exported with notification of intended return

19. Recommended Practice

The Customs authorities should, at the request of the declarant, allow goods to be exported with notification of intended return, and should take any necessary steps to facilitate reimportation in the same state.

(b) Customs offices competent for exportation with notification of intended return

20. Standard

Customs offices at which goods may be exported outright shall also be competent to authorize exportation with notification of intended return.

(c) Goods declaration for exportation with notification of intended return

21. Recommended Practice

The Goods declaration forms used for exporting goods with notification of intended return should be harmonized with those used for outright exportation.

Note

Exportation with notification of intended return may also be authorized under cover of an ATA carnet in lieu of a national Customs document.

(d) Documentation to be presented in support of the declaration for exportation with notification of intended return

22. Norme

Les autorités douanières n'exigent à l'appui de la déclaration d'exportation avec réserve de retour que les documents qu'elles jugent indispensables pour permettre le contrôle de l'opération et s'assurer que toutes les prescriptions relatives à l'application des restrictions ou d'autres dispositions prévues ont été observées.

(e) *Identification des marchandises exportées avec réserve de retour*

23. Norme

Lorsqu'elles déterminent la nature des mesures d'identification qui doivent être prises à l'égard des marchandises exportées avec réserve de retour, les autorités douanières tiennent compte notamment de la nature des marchandises et des intérêts fiscaux en jeu.

Note

Pour l'identification des marchandises exportées avec réserve de retour, les autorités douanières peuvent recourir à l'apposition de marques douanières (scelllements, timbres, marques perforées, etc.), à la reconnaissance des marques, numéros ou autres indications figurant de manière permanente sur les marchandises, à la description des marchandises, à des plans à l'échelle ou à des photographies, au prélèvement d'échantillons.

(f) *Facilités accordées aux marchandises exportées avec réserve de retour*

24. Pratique recommandée

Les marchandises exportées avec réserve de retour devraient bénéficier de la suspension des droits et taxes à l'exportation éventuellement applicables.

Note

Le déclarant peut être tenu de constituer une garantie destinée à assurer le recouvrement des sommes qui deviendraient exigibles si les marchandises n'étaient pas réimportées dans le délai éventuellement fixé.

25. Norme

A la demande de la personne intéressée, les autorités douanières permettent que l'exportation avec réserve de retour soit convertie en une exportation définitive pour autant qu'il soit satisfait aux conditions et formalités applicables dans ce cas.

22. *Standard*

In support of the declaration for exportation with notification of intended return the Customs authorities shall require only those documents considered necessary by them to permit control of the operation and to ensure compliance with all requirements relating to the application of relevant restrictions or other regulations.

(e) Identification of goods exported with notification of intended return

23. *Standard*

When determining the nature of the identification measures to be taken with respect to goods exported with notification of intended return, the Customs authorities shall take account in particular of the nature of the goods and the revenue interests involved.

Note

For the identification of goods to be exported with notification of intended return, the Customs authorities may affix Customs marks (seals, stamps, perforations, etc.), or rely on marks, numbers or other indications permanently affixed to the goods or on the description of the goods, scale plans or photographs, or take samples.

(f) Facilities granted to goods exported with notification of intended return

24. *Recommended Practice*

Goods exported with notification of intended return should be granted conditional relief from any export duties and taxes applicable.

Note

The declarant may be required to provide security for recovery of the sums that would be chargeable if the goods were not reimported within any time limit specified.

25. *Standard*

At the request of the person concerned, the Customs authorities shall allow exportation with notification of intended return to be converted to definitive exportation, subject to compliance with the relevant conditions and formalities.

Notes

1. Les droits et taxes à l'exportation qui n'auraient pas été perçus deviennent exigibles.

2. Le remboursement ou l'exonération des droits et taxes qui n'aurait pu être obtenu en raison de l'exportation avec réserve de retour est normalement accordé.

26. *Pratique recommandée*

Lorsqu'une même marchandise est destinée à être fréquemment exportée avec réserve de retour et réimportée en l'état, les autorités douanières devraient permettre, à la demande du déclarant, que la déclaration d'exportation avec réserve de retour qui est déposée lors de la première exportation, soit rendue valable pour couvrir les réimportations et les exportations ultérieures de la marchandise pendant une période déterminée.

Note

Les réimportations et les exportations ultérieures peuvent être annotées par les autorités douanières sur la déclaration de marchandises, par l'apposition d'un cachet ou d'un visa approprié.

Renseignements concernant la réimportation en l'état

27. *Norme*

Les autorités douanières font en sorte que toute personne intéressée puisse se procurer sans difficulté, tous renseignements utiles au sujet de la réimportation en l'état.

Notes

1. Any export duties and taxes not paid become chargeable.
2. Normally, any repayment of or exemption from duties and taxes which could not be obtained because the goods were exported with notification of intended return is allowed.

26. Recommended Practice

Where the same goods are to be exported with notification of intended return and reimported in the same state several times, the Customs authorities should, at the request of the declarant, allow the declaration for exportation with notification of intended return lodged on the first exportation to cover the subsequent reimportations and exportations of the goods during a specified period.

Note

The subsequent reimportations and exportations may be recorded on the Goods declaration by the Customs authorities, by stamping or by appropriate endorsement.

Information concerning reimportation in the same state

27. Standard

The Customs authorities shall ensure that all relevant information regarding reimportation in the same state is readily available to any person interested.

De Internationale Douaneraad heeft bij besluit van 18 juni 1980 de teksten aangenomen van de Bijlagen A.4, F.2, F.7 en H.2 bij de onderhavige Overeenkomst.

De titels van deze Bijlagen luiden in het Nederlands:

Bijlage betreffende de douanebehandeling van proviand
(Bijlage A.4)

- Bijlage betreffende de be- of verwerking van goederen ten einde ze in het vrije verkeer te brengen
(Bijlage F.2)

Bijlage betreffende het kustvervoer van goederen (cabotage)
(Bijlage F.7)

Bijlage betreffende overtredingen van douanevoorschriften
(Bijlage H.2)

Uitgegeven de *achtste* september 1981.

De Minister van Buitenlandse Zaken,
C. A. VAN DER KLAUW

INHOUD

	Blz.
A. TITEL	1
B. TEKST	1
C. VERTALING	1
D. PARLEMENT	1
E. BEKRACHTIGING	1
F. TOETREDING	14
G. INWERKINGTREDING	15
H. TOEPASSELIJKVERKLARING.	18
J. GEGEVENS	18
Bijlage betreffende de wederinvoer in dezelfde staat (Bijlage B.3)	20